

Maitrise d'ouvrage
IFP Energies nouvelles
EPIC – RCS 775 729 155 Nanterre – APE : 7219Z
1 et 4 avenue de Bois-Préau – 92852 Rueil-Malmaison Cedex – France
Tél : +33 1 47 52 60 00 – Fax : +33 1 47 52 70 00

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Forme du marché public : marché ordinaire à tranches

**Mission d'études préalables : faisabilité et préprogramme pour
l'implantation du campus IFPEN de Rueil-Malmaison sur le plateau de
Saclay**

Affaire n° 458177-25-BAT-RUE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

Elaboré conformément au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (C.C.A.G.PI) et aux dispositions de Code de la Commande Publique en vigueur au moment de sa conclusion.

Table des matières

ACRONYMES UTILISÉS DANS LES DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ	4
1 OBJET DU MARCHÉ	6
2 INTERVENANTS _ MAITRISE D'OUVRAGE_LIEU D'EXECUTION	6
2.1 Maitrise d'ouvrage et interactions avec le titulaire	6
2.2 Titulaire - Intervenants	7
2.3 Lieu d'exécution	7
3 FORME DU MARCHÉ	8
3.1 Nature et décomposition du marché	8
3.2 Emission de bons de commande	9
4 DUREE DU MARCHÉ	9
5 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	10
6 MISSION CONFIEE	11
7 LIVRABLES	11
8 MODALITES D'ECHANGE	12
8.1 Forme des notifications et communications	12
8.2 Prolongation des délais d'exécution	13
8.3 Réunions	13
8.3.1. Réunion de mis en place du marché	13
8.3.2. Réunions au cours du marché	14
9 OBLIGATIONS DES PARTIES	14
9.1 Obligations du titulaire	15
9.2 Obligations du maitre d'ouvrage	15
9.3 Confidentialité	16
9.5 Connaissance	17
9.6 Obligation d'information, de conseil et de mise en garde	18
9.8. Utilisation des résultats	19
9.4 Assurances	20
9.5 Sous-Traitance	20
9.6 Transfert d'activité	21
9.7 Transmission de documents administratifs	22
10 GESTION DES PERSONNELS DU TITULAIRE	22
10.1 Equipe dédiée	22
10.2 Interlocuteur dédié	23
10.3 Grève	24
10.4 Accès aux locaux	24
11 CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHÉ	24
11.1 Forme de prix et contenu des prix	24

11.2	Modalités de d'actualisation des prix	25
11.3	Modalités de règlement des prestations.....	26
11.4	Modalités de facturation	27
11.5	Délai global de règlement	27
11.6	Avance	28
11.7	Nantissement	28
11.8	Retenue de garantie.....	28
12	VERIFICATION – ADMISSION	28
13	MODIFICATIONS.....	30
13.1	Modifications du marché public – Clause de réexamen.....	30
13.2	Modalités de mise en œuvre du réexamen.....	31
13.3	Modalités financières consécutives à la clause de réexamen	32
13.4	Modifications du marché public applicables de plein droit.....	32
13.5	Clause de réexamen relative à la mise en œuvre des mesures liées aux conséquences d'une pandémie	32
14	PENALITES.....	33
14.1	Le non-respect des exigences qualitatives attendues dans le cadre de la rédaction des documents	33
14.2	Absence ou retard dans de remise des livrables et autres documents contractuels prévus .	33
14.3	Absence des moyens humains du titulaire	34
14.4	Défaut d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.....	34
15	RESILIATION.....	34
16	LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX	36

ACRONYMES UTILISÉS DANS LES DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

AE : acte d'engagement

CCAP : cahier des clauses administratives particulières

CCTP : cahier des clauses techniques particulières

CCAG PI : cahier des clauses administratives générales des marchés de prestations intellectuelles

Contrat : Le contrat constitué de plusieurs pièces dont le présent document est un marché public passé en procédure adaptée.

Maître d'ouvrage : acheteur pour le compte duquel les prestations sont exécutées dans le cadre du présent marché.

Le titulaire : opérateur économique qui conclut le marché avec le maître d'ouvrage. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire.

Notification : acte consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé, par le biais d'un profil d'acheteur ou par tout autre moyen de communication électronique, notamment courriel, permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

L'ordre de service : décision du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

Admission : décision, prise après vérifications, par laquelle le maître d'ouvrage reconnaît la conformité des prestations aux stipulations du marché. La décision d'admission vaut constatation de service fait et conditionne le paiement des prestations.

DPGF : décomposition du prix global et forfaitaire

Délai : tout délai mentionné au marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Tous les délais journaliers prévus au présent marché, sauf information contraire, sont exprimés en jours calendaires et expirent à minuit le dernier jour du délai.

Le fuseau horaire utilisé est celui du lieu d'exécution des prestations.

PRSENTATION IFP Énergies nouvelles (IFPEN)

IFP Énergies nouvelles, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial Immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro B 775 729 155 et dont le siège social est sis 1 et 4, avenue de Bois-Préau 92500 Rueil-Malmaison, est un acteur majeur de la recherche et de la formation dans les domaines de l'énergie, du transport et de l'environnement. Depuis les concepts scientifiques en recherche fondamentale jusqu'aux solutions technologiques en recherche appliquée, l'innovation est au cœur de son action, articulée autour de quatre orientations stratégiques : climat, environnement et économie circulaire ; énergies renouvelables ; mobilité durable ; hydrocarbures responsables.

IFPEN est présent sur 2 sites en France : Rueil-Malmaison et Solaize (Lyon). Les deux sites accueillent des activités de R&I (dont laboratoires, halls, ateliers, etc.), avec la particularité pour le site de Lyon de disposer des grands équipements et unités pilotes destinés à réaliser des essais à l'échelle préindustrielle. Les deux sites accueillent également les directions support à la R&I (tertiaire) et des zones ATEX.

NOTA : le titulaire du présent marché est d'ores et déjà informé du changement d'appellation et du nom commercial du maître d'ouvrage qui interviendra selon toute vraisemblance en cours d'exécution. L'IFPEN signalera au titulaire, par décision unilatérale modificative du marché, ce changement dans les meilleurs délais et en tout état de cause avant qu'il ne devienne effectif. Les parties au présent marché conviennent qu'une telle modification est sans incidence sur les conditions financières et techniques du marché et ne nécessitera pas la passation d'un avenant. En conséquence, le titulaire s'engage à actualiser les pièces établies dans le cadre de l'exécution du marché, notamment celles concourant aux demandes de paiement.

1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation des études préalables immobilières (préprogramme) pour la relocalisation des activités présentes sur le site de Rueil-Malmaison vers le campus urbain de Saclay.

L'ensemble des études confié désigne l'outil majeur de description du projet immobilier projeté.

La mission consiste exclusivement à la mise en œuvre des différent(e)s études, faisabilité(s), diagnostics destinés à élaborer un préprogramme selon les différents points énumérés au CCTP.

Finalisé et accepté sans réserve par IFPEN, ce préprogramme est destiné à permettre l'élaboration d'un programme détaillé visant à la sélection d'un maître d'œuvre et la réalisation concrète du projet immobilier.

2 INTERVENANTS _ MAITRISE D'OUVRAGE _ LIEU D'EXECUTION

2.1 Maitrise d'ouvrage et interactions avec le titulaire

La maîtrise d'ouvrage est assurée par IFP Energies nouvelles (IFPEN), Etablissement Public Industriel et Commercial (ci-après dénommé maître d'ouvrage ou IFPEN).

Au sein de l'organisation IFPEN, la maîtrise d'ouvrage est animée par la Direction Sécurité Environnement et Support aux Activités (DSES), et plus spécifiquement par son département Support Aux Activités (S2A) à l'origine de la rédaction du CCTP. Une structure ad' hoc pour mener ces études sera mise en place au plus tard à la notification du présent marché (constitution et mode de fonctionnement).

Au cours de la mission de préprogrammation, différentes instances décisionnelles ou de pilotage seront amenées à se prononcer sur les études menées et les livrables produits par le titulaire du présent marché.

Des entretiens avec les différents acteurs du projet doivent être organisés tout au long de la mission. A ce titre, peuvent être intégrées à la réflexion dans la définition des besoins au cours de l'exécution du présent marché les personnes suivantes :

- ✚ Les personnels du site de Rueil Malmaison,
- ✚ Les représentants du personnel,
- ✚ Toute instance décisionnelle d'IFPEN, les représentants de la maîtrise d'ouvrage en charge du suivi du présent marché,
- ✚ Toute personne que la maîtrise d'ouvrage juge essentielle d'intégrer au projet

Les différentes étapes du projet seront alimentées par un dialogue étroit avec le maître d'ouvrage par l'intermédiaire des représentants qu'il désignera. Les restitutions prévues dans le cadre de la présente mission, seront à faire auprès du comité de pilotage spécialement constitué pour le projet, en tout état de cause, le titulaire est tenu de préparer l'ensemble des présentations, restitutions projetées aux différentes instances au cours du marché. Il appartient au titulaire du marché de proposer l'organisation des réunions de travail et de présentation devant cette instance suivant le planning de la mission afin de garantir le bon avancement de sa mission. Suivant la nature et l'importance des problématiques soulevées durant la mission, des présentations supplémentaires peuvent être exigées par la maîtrise d'ouvrage sans rémunération complémentaire.

Les études ont pour objet de vérifier que les aspects essentiels du projet (analyse de l'existant, besoins, recueil des attentes, souhaits de la maîtrise d'ouvrage, faisabilité, calendrier, budget, etc.) ont été examinés minutieusement, point par point et synthétisés dans un pré programme à l'appui duquel la maîtrise d'ouvrage sera en mesure d'arrêter les choix et les grandes orientations de son projet, les actions à mener et les moyens à mobiliser pour basculer en phase opérationnelle.

Ces études contribueront au dossier qui sera présenté au Conseil d'Administration d'IFPEN pour prise de décision du passage à l'étape de programmation.

2.2 Titulaire - Intervenants

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de la maîtrise d'ouvrage, pour les besoins de l'exécution du marché.

Dans l'attente de cette désignation ou à défaut, la personne physique signataire de l'acte d'engagement sera seule habilitée à engager le titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès leur désignation, les décisions nécessaires engageant le titulaire (Cf article 10.2).

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour réaliser les prestations prévues par le présent marché et assurer leur bonne fin.

Au cours de l'exécution du marché, le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes, correspondant aux profils et au niveau d'expérience présentés dans son offre valant engagement contractuel, et dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché. Ils doivent disposer d'un degré de responsabilité nécessaire pour mener les échanges et prendre le cas échéant des décisions

Le titulaire désigne au sein de cette équipe un interlocuteur unique et un suppléant ayant habilitation à le représenter sur l'ensemble des aspects du marché. Celui-ci a pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/PI en cas de modification de cet interlocuteur, le titulaire doit en aviser l'acheteur sans délai et proposer un remplacement dans un délai de 15 jours calendaires.

Il communique les motifs de cette modification ainsi que les profils et compétences (CV) du remplaçant et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de récuser le remplaçant s'il estime que son profil n'est pas équivalent à celui pour lequel le titulaire s'est engagé dans son offre. Dans ce cas, le titulaire devra présenter un remplaçant adéquat dans les 5 jours ouvrés suivant le refus d'IFPEN de telle sorte que le bon déroulement des actions engagées ne soit pas compromis.

Quel que soit le motif de remplacement, le titulaire s'engage également à remplacer le/les membres de son équipe sur le départ ou récusé par la maîtrise d'ouvrage, par des profils présentant les mêmes garanties et compétences professionnelles pour lesquelles il s'était engagé contractuellement.

Il appartient notamment au titulaire de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants et de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels et dans son offre valant engagement.

2.3 Lieu d'exécution

Les prestations se déroulent sur le site de Rueil-Malmaison de IFPEN situé à l'adresse suivante :

IFPEN

1 et 4 avenue de Bois-Préau
92852 Rueil-Malmaison

Des déplacements à l'extérieurs sur le campus urbain de Saclay sont à prévoir (communes de Gif-sur-Yvette, Orsay et Palaiseau), ainsi que chez les acteurs du projet définis à l'article 2.3.1 du CCTP (la liste est non-exhaustive).

Le site IFPEN Rueil-Malmaison est un ICPE, qui se déploie sur une superficie de plancher d'environ 60 000 m², dans un environnement semi-industriel et sur 3 ilots (Cf annexe CCTP).

Le patrimoine immobilier est composé d'une mixité de bâtiments techniques (laboratoires, bancs d'essai moteur ...), de bâtiments tertiaires (bureaux, restaurant d'entreprise, ...) et de bâtiments d'enseignement (salles de cours, amphithéâtres...).

Une présentation exhaustive du site, de sa localisation, de son environnement est exposée à l'article 1.6 du CCTP ainsi que dans son annexe.

3 FORME DU MARCHÉ

3.1 Nature et décomposition du marché

Le marché est dit ordinaire réglé à prix global et forfaitaire.

Il est décomposé en trois tranches représentatives des missions dévolues au titulaire soit une tranche ferme et deux tranches optionnelles au sens des articles R2113-4 et suivants du code de la commande publique.

Tranche ferme	L'ensemble des études, livrables concourant à la constitution du préprogramme
Tranche optionnelle 1	Evaluation d'une implantation supplémentaire (avec besoins volumétriques et appréciation des impacts organisationnels, techniques, et financiers)
Tranche optionnelle 2	Aide à la rédaction d'un cahier des charges préalable à la sélection du programmiste

Le titulaire est engagé sur l'ensemble des tranches du marché et ses obligations envers IFPEN ne cesseront qu'à l'expiration du délai de validité du marché alors qu'IFPEN n'est liée à la réalisation que de la tranche ferme.

Il est rappelé que l'exécution de chaque tranche est subordonnée à l'émission préalable par le maître d'ouvrage d'une décision unilatérale d'affermissement notifiée au titulaire et par laquelle il est ordonné l'exécution des prestations relevant des tranches optionnelles.

Dans le cadre du présent marché, IFPEN indique au titulaire son choix de retenir la tranche optionnelle 1 au plus tard 3 mois après la notification du marché et/ou de retenir la tranche optionnelle 2 au plus tard au dernier trimestre 2025.

La décision d'affermissement prend la forme d'un écrit spécifique adressé au titulaire par voie électronique sans que celui-ci ne puisse valablement s'y opposer. La numérotation de la tranche ne préside pas à l'ordre d'affermissement décidé par le maître d'ouvrage. Le titulaire ne peut pas se soustraire à l'obligation de réalisation de la tranche optionnelle si celle-ci est affermée dans le délai prévu.

Le maître d'ouvrage est libre de renoncer d'affermir la tranche optionnelle, un tel choix n'étant pas de nature à faire naître une quelconque indemnité d'attente au profit du titulaire. L'absence d'un écrit d'IFPEN notifié dans les conditions précédemment décrites vaut absence d'affermissement de la tranche. Le non-affermissement de la tranche libère le titulaire de ses obligations en ce qui concerne son exécution.

En cas de non-affermissement de la tranche, IFPEN se réserve le droit de solliciter un prestataire tiers chargé de l'accomplissement total ou partiel des prestations prévues dans le cadre de cette tranche.

Une telle décision ne pourra donner lieu à une quelconque indemnité.

A réception de la décision d'affermissement de la tranche optionnelle, le titulaire est tenu de prendre en charge l'exécution de la mission dans le respect du planning établi par le titulaire. Un tel planning peut être modifié en cours d'exécution dans les conditions de l'article 13 du CCAP.

Le prix de la tranche optionnelle affermie tel que reporté dans l'acte d'engagement est alors actualisé dans les conditions prévues à l'article 11.2 du présent CCAP.

ATTENTION : en cas d'affermissement de la tranche optionnelle n°2 par IFPEN, son exécution par le titulaire ne sera pas comprise dans le délai global du marché identifié à l'article 1.6 du CCTP.

Les prix des tranches restent fermes tout au long de la durée du marché.

3.2 Emission de bons de commande

Compte tenu de la particularité de son système de gestion intégré (ERP), des bons de commande sont édités par IFPEN puis notifiés au titulaire dans les conditions prévues ci-après prises en dérogation de l'article 3.7 du CCAG PI.

Ainsi, chaque bon de commande indique :

- La référence du marché,
- La date et le numéro du bon de commande,
- La raison sociale et l'adresse du titulaire,
- Les quantités, références, désignations et prix des prestations,
- Le montant de la commande HT et TTC,
- La durée et/ou les dates d'exécution, dans le respect des délais définis par les documents contractuels.

Le titulaire fournit, au plus tard à la notification du marché, une adresse de courriel électronique unique et valide à IFPEN pour la réception des commandes.

Nota : il est porté à la connaissance du titulaire qu'IFPEN a d'ores et déjà entrepris de procéder au changement de son ERP. Le nouvel outil devrait être opérationnel à compter du 01.01.2026. Une information spécifique sera portée à la connaissance du titulaire dès la mise en œuvre effective de celui-ci et des impacts sur les conditions définies au présent CCAP (modalités de commande...). Les modifications seront actées par ordre de service.

IFPEN se réserve la possibilité de recours ultérieur au marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique au cas où ces prestations seraient nécessaires au bon fonctionnement du marché compte tenu des évolutions du périmètre et de la nature des activités. Dans ces conditions, il est possible de négocier les conditions techniques et tarifaires des nouvelles prestations qu'il s'agit de confier au titulaire.

4 DUREE DU MARCHÉ

Le marché prend effet à compter de sa date de notification jusqu'à l'admission sans réserve des études et livrables de l'ensemble des tranches affermies et des options activées par IFPEN.

L'ajournement ou le rejet par IFPEN des documents d'étude ne sont pas réputés proroger automatiquement les délais maximums pour lesquels le titulaire s'est engagé contractuellement sur la base de son planning, sauf décision contraire expresse du maître d'ouvrage.

Le marché ne fait l'objet d'aucune reconduction.

La cessation des relations contractuelles, quelle qu'en soit la cause, ne met pas fin aux obligations relatives à la confidentialité.

ATTENTION : conformément aux indications annoncées à l'article 1.6 du CCTP, la durée consacrée à la rédaction et à la validation des livrables constituant le préprogramme est de 7 mois, étant observé que le préprogramme devra impérativement faire l'objet d'une présentation au conseil d'administration en décembre 2025. Le titulaire est donc tenu de respecter cette période d'achèvement de la mission et il doit, à cet effet, proposer un pilotage et une organisation des moyens en cohérence avec cet impératif calendaire prédéfini.

Un tel délai ne saurait être imposé au titulaire pour l'exécution de la tranche optionnelle n° 2, après affermissement de cette dernière par IFPEN, qui par définition, est postérieure à la livraison et à la validation du préprogramme.

5 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives et contractuelles du marché sont par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes dûment paraphées, datées, signées, et dont les originaux sont conservés par le maître d'ouvrage,
Annexe 1 la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
La déclaration de sous-traitance (formulaire DC4), le cas échéant et les éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P), dont l'original est conservé par le maître d'ouvrage
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P), dont l'original est conservé par le maître d'ouvrage et son annexe
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI.), approuvé par l'arrêté du 31 mars 2021, modifié dernièrement par arrêté du 29 décembre 2022, réputé connu des parties, il n'est pas joint matériellement,
- Le cadre de réponse technique et méthodologique fourni par le candidat attributaire du présent marché, assorti le cas échéant d'un mémoire technique,
- Le planning définitif de la mission,
- Le compte rendu de la réunion de lancement (Cf. article 8.3.1 du CCAP)
- Tout document remis avec l'offre dont les livrables et les documents remis au cours et à l'issue de la mission
- Les bons de commandes
- L'écrit spécifique d'affermissement des tranches optionnelles.

Seuls les exemplaires de ces documents conservés auprès de la maîtrise d'ouvrage font foi.

Les conditions générales du titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme. En cas de contradiction ou de différence entre les documents régissant le marché public, les documents placés le plus haut dans la liste ci-dessus prévaudront.

Sauf à avoir signalé les erreurs éventuelles du DCE pendant la période de demande de renseignements complémentaires, le titulaire exécute les prestations comme étant prévues dans son prix, sans exception ni réserve conformément aux règles de l'art, des normes, règlements et textes en vigueur. Le titulaire doit l'intégralité des livrables nécessaires à l'exécution des prestations, en conformité avec les missions

définies au CCTP. Le titulaire est contractuellement réputé avoir une parfaite connaissance des documents constituant le présent marché.

NB : la signature par le titulaire de l'Acte d'Engagement le lie à l'ensemble des documents constituant le marché public et cités au présent article, quand bien même ces derniers ne seraient pas signés et paraphés.

6 MISSION CONFIEE

La mission consiste en une réalisation et une présentation d'un préprogramme technique devant permettre de statuer sur la faisabilité immobilière de la relocalisation des locaux et des activités d'IFPEN au sein de l'écosystème de Saclay, incluant notamment l'identification du foncier adapté au projet parmi les parcelles encore disponibles (Cf CCTP), et de statuer sur sa faisabilité financière avant de lancer l'étape de programmation.

La rédaction du préprogramme désigne donc un jalon très important pour IFPEN car il constitue le document de référence pour la maîtrise d'ouvrage qui formalise à la fois les fondements du projet de relocalisation dans tous ses aspects ainsi que les grandes orientations du projet et à l'appui duquel IFPEN mettra en place le financement et le lancement de la phase opérationnelle.

Sous réserve des dispositions de l'article 2.2.3 du CCTP, le pré-programme contient principalement (liste non exhaustive) :

- la nature et l'historique du projet ;
- la synthèse de l'opportunité (identification et formalisation du besoin réel, consultation auprès des occupants...) et de la faisabilité (élaboration de scénarios répondant aux besoins) ;
- la hiérarchisation des scénarios d'implantation au regard du foncier disponible, du projet social envisagé par IFPEN et des contraintes externes (géographiques/urbanistiques...) ou internes à IFPEN (la nature des activités IFPEN, organisation interne...)
- la liste des études disponibles et études complémentaires à réaliser ;
- les exigences en matière de coût et de planification.

Les principales thématiques de la préprogrammation sont visées à l'article 2.3 du CCTP.

Le projet retenu à l'issue de l'étude sera celui où le scénario correspond le plus aux attentes de la maîtrise d'ouvrage.

ATTENTION : la liste des éléments d'études mentionnée à l'article 2.3 du CCTP n'a pas de caractère d'exhaustivité, le maître d'ouvrage pouvant le cas échéant ajouter de nouvelles études complémentaires. Il est de la responsabilité du titulaire de signaler les diagnostics, études manquants pour la bonne réalisation de la mission.

7 LIVRABLES

A compter de la notification du marché et conformément aux échéances prévues par le planning, le titulaire procède aux études et analyses concourant à la formation du pré-programme et de toute autre option dont peut se prévaloir la maîtrise d'ouvrage. Le titulaire est tenu de respecter le circuit de diffusion et de formalisation de la documentation produite dans le cadre du marché en ayant recours notamment à l'outil mis à disposition par IFPEN (Cf CCTP) et en se conformant aux formats prescrits dans le CCTP.

Sans attendre la transmission effective des livrables, le titulaire s'emploiera à informer régulièrement la maîtrise d'ouvrage de l'avancement des études et des problématiques éventuelles rencontrées au moyen d'un reporting mensuel portant sur la période écoulée.

Le titulaire adresse, au représentant désigné pour le suivi du marché auprès de la maîtrise d'ouvrage les livrables prévus au présent CCTP pour validation dans le respect des délais d'exécution mentionnés dans son engagement contractuel. Les délais maximum d'instruction accordés à la maîtrise pour l'ensemble de

la documentation produite par le titulaire sont fixés à l'article 2.2.4 du CCTP.

Avant de produire les documents définitifs, le titulaire peut proposer une rédaction provisoire, 5 jours calendaires avant le délai de remise du livrable mentionné dans son engagement contractuel, au représentant de la maîtrise d'ouvrage qui fait alors part des observations et des mises au point à apporter.

En tout état de cause, dans le cas où la remise d'un élément de mission ne s'opère pas en une seule fois, chaque sous-ensemble d'une production doit être clairement identifié dans son libellé d'envoi. Le titulaire doit y distinguer soit la version « provisoire » d'un document ou sa version « définitive ».

En cas de remise de documents jugés incomplets par le maître d'ouvrage ou ne répondant pas aux exigences définies au marché, le maître d'ouvrage sera en droit d'exiger du titulaire la fourniture d'un nouveau document.

Lorsque le maître d'ouvrage estime que le livrable qui lui est soumis n'est pas conforme aux stipulations du marché, ou aux solutions/arbitrages techniques arrêtées lors d'une précédente étape, ou à une disposition légale/réglementaire, il prononce un avis motivé de rejet du livrable. Le titulaire est alors tenu de reprendre l'étude selon les observations émises par le maître d'ouvrage. Une telle décision ne prive pas le maître d'ouvrage de sa faculté d'infliger des pénalités prévues à l'article 14 du CCAP.

Pendant une période déterminée par la maîtrise d'ouvrage à compter de la remise des documents, le prestataire s'engage à leur apporter, sans rémunération supplémentaire, les correctifs nécessaires à la suite d'erreurs ou d'omissions constatées qui lui seraient demandés par le maître de l'ouvrage.

Le maître d'ouvrage peut en outre décider que le livrable, sans satisfaire complètement les exigences du marché, n'appelle que des observations qui permettent, malgré tout, la poursuite de la phase. Dans une telle hypothèse, ses observations sont notifiées au titulaire, qui en contrepartie doit produire les éléments de réponse pour les lever définitivement.

Les délais nécessaires à la présentation d'un nouveau livrable ainsi que les délais nécessaires à l'instruction du maître d'ouvrage sont réputés inclus dans le délai global d'exécution du marché.

Les modalités de validations des productions écrites du titulaire sont fixées à l'article 12 du CCAP.

Après réception et validation définitive par IFPEN, l'entière propriété de ces documents est acquise au maître d'ouvrage (y compris les droits de reproduction) dans les conditions du présent CCAP.

8 MODALITES D'ECHANGE

8.1 Forme des notifications et communications

Les échanges de communication entre IFPEN et le titulaire peuvent être effectués par tout moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Lorsque la notification d'une décision ou information du maître d'ouvrage doit faire courir un délai, ce document est notifié :

- soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- soit par échanges dématérialisés (courriel avec accusé de réception ou par retour de courriel)
- soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Le titulaire procède de la même façon s'il entend donner à sa communication une date certaine.

Les décisions ou communications relatives à des prestations sous-traitées sont adressées au titulaire qui a seule qualité pour présenter des réserves.

Le titulaire se conforme strictement aux décisions ou communications qui lui sont notifiées au titre de

l'exécution du présent marché, qu'elles aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

8.2 Prolongation des délais d'exécution

En cas de non-respect des délais prévus dans le CCTP/CCAP ou ceux indiqués dans l'engagement contractuel du titulaire, celui-ci peut se voir appliquer des pénalités de retard (cf. article 14 du CCAP). En lieu et place de la disposition précitée, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le maître d'ouvrage dans les conditions suivantes prises en dérogation du CCAG PI :

- Une prolongation des délais d'exécution peut être accordée au titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas sa responsabilité fait obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel ou en raison du seul fait du maître d'ouvrage
- Le titulaire doit signaler les causes faisant obstacle à l'exécution de la prestation ou à la production du livrable attendu, par LRAR et/ou par courriel électronique.
- Le titulaire dispose d'un délai de cinq jours ouvrés pour formuler sa demande à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps la proposition d'une nouvelle date de remise du livrable ou de tout document soumis à un délai contractuel de transmission.
- Le maître d'ouvrage notifie sous 3 jours ouvrés par écrit au titulaire sa décision d'acceptation ou de refus.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

La date d'expiration du délai d'exécution est la date de présentation des livrables ou des prestations à la maîtrise d'ouvrage, en vue de l'engagement des opérations de vérification et d'approbation. Tout délai indicatif qui serait opposable au maître d'ouvrage dans le cadre des démarches de validation est suspendu en cas de rejet du livrable/prestations présenté(e) ou en cas de demande de correction, modification de toute nature imposée au titulaire, à l'exception de modifications mineures qui n'empêchent pas la continuité de la mission. Un nouveau délai est crédité à la faveur du maître d'ouvrage pour approuver le livrable ou la prestation corrigée sur la base de la nouvelle version transmise par le titulaire.

Par ailleurs, lorsque les prestations sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement, le pouvoir adjudicateur peut décider, au terme de chacune de ces parties, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations, dès lors que chacune de ces parties techniques est clairement identifiée et assortie d'un montant (Cf article 15.1 du CCAP).

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité et peut entraîner la résiliation du marché.

8.3 Réunions

8.3.1. Réunion de mis en place du marché

Dans la première semaine suivant la notification du marché, les Parties (représentants de la maîtrise d'ouvrage et ceux du titulaire), doivent convenir d'une réunion dédiée au lancement et la mise en place du marché.

En complément des dispositions de l'article 2.2.1 du CCTP, elle a principalement pour objet de :

- Détailler les modalités de fonctionnement et d'organisation de la prestation,
- Présenter les objectifs et la démarche pré-programmatique ainsi que les modalités envisagées à chacune des étapes de la mission et la liste de toutes les investigations nécessaires
- Valider les procédures de travail préconisées par le titulaire dans son offre notamment celles qui impliquent l'association des personnels IFPEN à la démarche
- Préciser le planning de la mission,

- Fixer les modalités de prise de rendez-vous pour les différentes entrevues en tenant compte du choix du rythme de travail, des personnes à convier, du lieu, de l'ordre du jour des réunions de travail. Une adaptation au fonctionnement des services d'IFPEN sera nécessaire pour le bon déroulement de la mission
- Fixer la liste de la documentation/des informations dont a besoin le titulaire pour démarrer la mission
- Communiquer la liste éventuelle des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du code du Travail,
- Préciser les outils et les modalités de contrôle de la prestation
- Echanger sur les prérequis techniques et les documents à remettre au cours de l'exécution du marché,
- Valider les interlocuteurs du côté du Maître d'ouvrage/ Interlocuteurs du côté du titulaire, les équipes projets du titulaire

Cette liste n'est pas exhaustive et le maître d'ouvrage se garde le droit d'ajouter des sujets à aborder lors de cette réunion.

Dans un délai de 5 jours ouvrés, le titulaire est tenu de produire et de remettre le compte rendu de cette réunion à l'ensemble des participants en intégrant les précisions sur le cadrage méthodologique et le planning des premières missions. Ce compte rendu doit mentionner les date et horaire de la réunion suivante qui tient lieu de convocation.

La présence du titulaire ou de ses représentants est également requise dans le cadre de réunions d'avancement en cours d'exécution, afin d'examiner l'avancement de la mission, les parties devant convenir ensemble des jours et des horaires.

Il est prévu que l'ensemble des réunions se déroulent sur site ou en réunion virtuelle selon les moyens mis en place par le maître d'ouvrage

8.3.2. Réunions au cours du marché

Le titulaire doit prévoir autant de réunions que de besoin pour le bon accomplissement des missions confiées.

Pour la préparation de chaque réunion de travail, il appartient au titulaire de :

- Rechercher tous les documents et bibliographies existants sur le sujet traité,
- D'organiser les éventuelles visites sur site
- De formaliser les comptes-rendus
- De préparer et présenter les principaux livrables

Ces différentes réunions donnent lieu à des comptes rendus rédigés par le titulaire qui les communique à l'ensemble des participants dans un délai maximum de 5 jours ouvrés après leur tenue.

Les destinataires disposent de 5 jours ouvrés pour émettre des observations sur le compte-rendu à compter de sa réception. Le compte rendu mentionne les date et horaire de la réunion suivante qui tient lieu de convocation.

9 OBLIGATIONS DES PARTIES

9.1 Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage, pour l'exécution du marché, à respecter les spécifications et modalités décrites dans les documents du marché public. Il s'engage à réaliser les prestations dans les délais contractualisés au planning et à apporter tous les soins nécessaires à leur exécution, conformément aux règles de l'art de sa profession.

Le titulaire s'engage à garantir la qualité des prestations au niveau le plus élevé des usages professionnels.

A ce titre, il s'engage, pour l'exécution de sa mission, à :

- ✓ une obligation d'indépendance et d'impartialité des propositions, recommandations et conseils apportés notamment vis à vis des éventuels propriétaires des fonciers du plateau de Saclay avec lesquels il reconnaît n'entretenir aucun lien professionnel ou commercial de quelque nature que ce soit ;
- ✓ garantir la confidentialité et la sécurité des données recueillies et élaborées au cours de la préprogrammation ainsi que sur les demandes de la maîtrise d'ouvrage. Sur ce point, si l'objet du présent marché peut constituer une référence client du titulaire vis-à-vis des tiers, le titulaire s'interdit de communiquer sur les éléments structurants du projet de relocalisation (montants, superficie, localisation, noms et coordonnées des représentants IFPEN ...) dans la limite de durée exprimée à l'article 9.3 CCAP ;
- ✓ produire obligatoirement les différents documents prévus au marché ainsi que les projets de rapports, synthèse, comptes rendus de réunions ;
- ✓ respecter strictement les délais de remise des livrables/prestations constitutifs de son engagement contractuel ;
- ✓ un niveau élevé de qualité, de lisibilité, de fiabilité, de traçabilité et d'archivage des documents servant de support aux diverses décisions à soumettre à IFPEN.
- ✓ prendre en compte toutes les évolutions législatives, réglementaires, jurisprudentielles, techniques et/ou des modalités d'activité du maître d'ouvrage pouvant impacter les travaux rendus ou les décisions prises ;
- ✓ accompagner efficacement le maître d'ouvrage dans les différentes prestations, notamment dans les échanges avec les divers opérateurs impliqués dans la gouvernance de Paris Saclay ainsi qu'avec le cas échéant les propriétaires privés du foncier ;
- ✓ établir des propositions explicites d'adaptation et de réajustement des livrables après demande du maître d'ouvrage ;
- ✓ désigner nominativement un ou des interlocuteur(s) responsable(s) de la conduite de la mission ;
- ✓ à coordonner les actions de l'équipe dédiée, et d'une façon générale de tous les intervenants dans la réalisation des études et productions, à planifier efficacement le travail de l'équipe dans le souci de maintenir le délai d'avancement de la mission ;
- ✓ participer aux réunions prévues dans le CCAP, CCTP ou demandées par le maître d'ouvrage ;
- ✓ maintenir une pérennité de ressources permettant de garantir une continuité et une qualité de service quelles que soient les périodes de l'année ;
- ✓ proposer toutes les recommandations utiles dans la réalisation de la mission ;
- ✓ signaler que les documents transmis par la maîtrise d'ouvrage comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions ;
- ✓ informer le maître d'ouvrage de tout problème susceptible d'intervenir au cours de la réalisation de la mission.

9.2 Obligations du maître d'ouvrage

IFPEN s'engage à :

- collaborer activement avec le titulaire et ses équipes et l'informer de l'existence de toute difficulté ou sujétion dont elle aurait connaissance et qui pourrait avoir un impact sur les conditions de réalisation du marché,
- mettre à disposition du titulaire les ressources identifiées en interne pour contribuer au dialogue étroit avec les équipes du titulaire
- communiquer au titulaire toutes les informations et documents utiles, et lui en faciliter la consultation, dans la mesure où ils seraient nécessaires à la bonne exécution du marché, il peut s'agir notamment de toutes observations ou de tous documents communiqués par les autres intervenants.
- convoquer les instances de pilotage ou décisionnelles pour étudier, valider les livrables et assurer le suivi de la mission,
- vérifier en temps utile la qualité des prestations/livrables et formuler s'il y a lieu des remarques, des observations des réclamations ou des désaccords,
- se rendre disponible pour les réunions, restitutions
- assurer au titulaire l'exclusivité des prestations définies au présent marché,
- payer les factures reçues du titulaire dans les conditions définies au présent marché public.

ATTENTION : la poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement du montant initial du marché est subordonnée à la conclusion d'une décision modificative du marché prise en application de l'article 13 du CCAP ou autorisée par la réglementation en matière de commande publique.

9.3 Confidentialité

Conformément à l'article 5 du CCAG, le titulaire s'engage à respecter la plus stricte confidentialité à l'égard des projets, documents, débats, dont il aura connaissance pour et pendant l'exécution de sa mission.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont le maître d'ouvrage est propriétaire et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec le maître d'ouvrage. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Dans ce cadre, le titulaire et son personnel sont tenus par une obligation de secret et de discrétion. Ils s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations de toute nature, techniques, financières, administratives, politiques, scientifiques, stratégiques, juridiques, ainsi que celles relatives à l'activité, aux décisions prises dans le cadre du projet, à l'organisation et au personnel du maître de l'ouvrage, qui leur sont communiquées ou dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché. Les résultats et/ou livrables du marché sont également des Informations confidentielles.

Le titulaire s'engage à prendre toutes dispositions pour protéger les informations confidentielles en vue de la prévention et de la protection contre toute divulgation ou diffusion non autorisée, y compris le vol et l'espionnage

Par ailleurs, le titulaire informe ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché, et s'assure du respect de ces obligations par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Concernant la protection des données à caractère personnel, chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Le titulaire s'interdit de reproduire, communiquer ou utiliser pour lui-même ou pour le compte de tiers, sous quelque forme que ce soit, les informations confidentielles autrement que pour les besoins du présent marché et le cas échéant de ses commandes et avec toutes les précautions nécessaires. Il s'oblige à restituer à IFPEN tout document ou autre support matériel intégrant des informations confidentielles d'IFPEN sur simple demande écrite d'IFPEN.

Le titulaire s'interdit toute publication ou communication relative au présent accord ou à une commande sans l'autorisation préalable écrite d'IFPEN. Toute référence publicitaire par le titulaire au sujet d'IFPEN et/ou de la présente mission doit être limitée au strict nécessaire à l'exclusion des éléments structurants (étendue de la mission, montants, superficie, localisation, ...)

Ces obligations perdurent postérieurement à la fin de l'exécution du présent marché et du marché de travaux projeté dans la limite de dix ans.

9.4 9.4 Déontologie

Le titulaire s'engage à lutter contre la corruption sous toutes ses formes, publique ou privée, active ou passive tant vis-à-vis de ses fournisseurs ou sous-traitants que vis-à-vis de ses donneurs d'ordre.

A ce titre, le titulaire s'engage à respecter, d'une part, la législation française de lutte contre la corruption ainsi que les législations analogues applicables au titulaire si tout ou partie de l'Accord est réalisé à l'étranger et, d'autre part, le Code de conduite anticorruption d'IFPEN accessible sur son site.

Pour tout ce qui a trait au présent marché, le titulaire déclare et garantit, qu'à la date de son entrée en vigueur, il n'a pas et il ne donnera ou proposera de donner, directement ou indirectement, une somme d'argent ou tout autre avantage pécuniaire ou non à qui que ce soit dans le but d'obtenir le présent marché ou d'en faciliter son exécution.

Le titulaire s'engage, à la première demande d'IFPEN, à ouvrir ses livres comptables ou tout autre pièce comptable ou documentation liés aux paiements faits ou reçus et aux dépenses réalisées par le titulaire dans le cadre de la passation ou l'exécution du présent marché pendant sa durée et au moins trois (3) ans à compter de la date d'expiration ou de résiliation dudit marché à un cabinet d'expertise comptable indépendant. Ce cabinet transmet à IFPEN les seules informations relatives à une éventuelle infraction du titulaire aux obligations de la présente clause.

Dans le cas où cet audit révélerait que le titulaire a manqué aux obligations susvisées, le titulaire s'engage à rembourser à IFPEN les frais dudit audit.

En cas de manquement par le titulaire à une de ses obligations susvisées, IFPEN se réserve le droit de mettre fin immédiatement au présent marché sans mise en demeure et sans indemnité de toute sorte, sans préjudice de tout dommages et intérêts.

9.5 Connaissance

Le titulaire est réputé avoir appréhendé le périmètre d'exécution du marché et les contraintes qui en résultent. Le titulaire déclare parfaitement connaître les attentes exprimées au marché, les règlements locaux ou nationaux, la législation applicables dans tous les domaines qui concernent le marché.

Le titulaire reconnaît avoir vérifié tous les documents mis à sa disposition par IFPEN ou tout autre tiers sous sa seule et entière responsabilité et avoir signalé en temps utile tous compléments ou rectifications qui n'auraient pas été anticipés et qui s'avèreraient nécessaires.

Il s'ensuit que le titulaire exécute les prestations comme étant prévues dans son prix, sans exception ni réserve conformément aux règles de l'art, des normes, règlements et textes en vigueur.

En cours d'exécution, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune erreur ou omission figurant dans les pièces du marché pour refuser l'exécution complète du marché ou n'exécuter que partiellement les prestations à sa charge, ou pour remettre en cause les conditions de délais ou de prix. Il ne peut arguer en aucune façon de l'absence ou de l'insuffisance d'informations ou de renseignements postérieurs à la conclusion du marché pour s'exonérer de sa pleine et entière responsabilité.

En conséquence, le titulaire ne peut :

- se prévaloir postérieurement à son engagement d'une connaissance insuffisante des prestations à exécuter pour s'affranchir de toute ou partie de ses obligations ;
- justifier une demande quelconque de suppléments de prix du fait de sa connaissance insuffisante des prestations à exécuter.

9.6 Obligation d'information, de conseil et de mise en garde

IFPEN est en droit de contrôler à tout moment, sur pièce le respect des engagements contractuels du titulaire ou des informations transmises par ce dernier, il peut avoir recours à tout moyen extérieur si besoin.

Le titulaire est tenu de transmettre à IFPEN tous les rapports, les comptes rendus, les documents et les informations, mis à sa charge pour l'exécution de ses obligations contractuelles, conformément aux stipulations du marché. Tout manquement du titulaire peut être sanctionné par des pénalités définies à l'article 14 du CCAP.

IFPEN est autorisé à réclamer auprès du titulaire toute information complémentaire nécessaire à l'appréciation des documents produits par celui-ci. Les contrôles effectués par IFPEN et les avis rendus sur les pièces écrites ne sauraient avoir pour effet de priver le titulaire de sa pleine et entière responsabilité au titre du marché.

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information à l'égard d'IFPEN. A ce titre, il l'avise de toute modification légale, réglementaire ou jurisprudentielle applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Il engage sa pleine et entière responsabilité pour ce qui concerne les choix techniques mis en œuvre qu'il a validés, y compris lorsque ceux-ci ont été proposés par le maître d'ouvrage.

Son devoir d'information, de conseil et de mise en garde consiste également à informer IFPEN sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de toute nature, lui suggérer toutes les démarches ou solutions utiles.

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil notamment en ce qui concerne le contenu des prestations qui lui sont demandées au titre du marché.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, IFPEN de tout événement ou toute difficulté de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des études objet du marché. Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte de dérèglements, de dysfonctionnements, de risques potentiels au titre du projet. Ce devoir d'information et de conseil est formel et fondé sur la production d'un écrit qui détaille les risques et menaces et propose des actions pour les réduire ou les supprimer.

Il se conforme strictement aux délais d'intervention évoqués dans le CCTP ou pris au titre de son engagement contractuel et informe IFPEN de tout risque de non-respect de ces délais. Il lui propose les mesures appropriées au respect des délais et à la bonne exécution des prestations.

Les prestations non prévues au marché peuvent être acceptées dans les conditions indiquées dans le présent marché à l'article 13 du CCAP et notamment en ayant fait l'objet selon les cas d'un support contractuel ou d'une décision unilatérale signé par une personne habilitée du maître d'ouvrage et du titulaire ou d'une décision unilatérale du maître d'ouvrage.

9.7. État et connaissance du foncier

Le titulaire est réputé s'être rendu compte sur le site du campus urbain de Paris-Saclay de l'importance et de la nature du projet de relocalisation et d'aménagement à effectuer pour IFPEN, et de toutes les difficultés d'exécution liées au site existant, aux bâtiments avoisinants en activité, à la nature du sol, aux contraintes d'accès, aux réseaux, aux équipements et installations existants.

Il est rappelé que le titulaire ne saurait se prévaloir, postérieurement à la remise de son offre, d'une connaissance insuffisante des lieux d'implantation envisagés par IFPEN, et de tous les éléments locaux susceptibles d'interférer dans l'exécution de la mission.

Les renseignements concernant l'implantation donnés dans les pièces qui lui sont fournies par IFPEN ou par tout tiers intéressé au projet ne constituent que des éléments d'information qu'il appartiendra au titulaire de compléter ou de vérifier la véracité sous sa responsabilité.

Les frais de déplacement sur le site de Pairs Saclay sont inclus au forfait de rémunération et ne donneront pas lieu à un paiement supplémentaire.

9.8. Utilisation des résultats

Par dérogation aux dispositions à l'article 35 du CCAG les dispositions suivantes sont applicables au marché :

La propriété de chaque livrable en lien avec l'objet du marché, quel que soit son support, tels que notamment Documents, études, diagnostics, P&ID et développements spécifiques, procédures de tests, élaborés dans le cadre du présent Marché, est cédée à IFPEN dès sa réalisation ou création, dans toutes ses versions successives, achevées ou inachevées.

Le titulaire s'engage également à céder à titre exclusif et irrévocable à IFPEN tous les droits de propriété intellectuelle attachés aux livrables élaborés dans le cadre du présent du Marché qui lui sont reconnus par les dispositions législatives ou réglementaires de tout pays, ainsi que les conventions internationales, actuelles et futures et ce, incluant tous les droits patrimoniaux d'auteur.

En cas de résultats protégeables par le droit d'auteur, la cession mentionnée ci-dessus comprend la cession de l'intégralité des droits patrimoniaux d'auteur notamment les droits d'utilisation, de reproduction, communication, représentation, diffusion, intégration dans une œuvre seconde, traduction, adaptation, modification, reformulation, d'arrangement et de toute autre transformation, en tout format et sur tout support, ainsi que les droits d'industrialisation, de distribution, de commercialisation et de sous-licencier à des tiers à quelque titre que ce soit, gratuit ou onéreux, ainsi que le droit de procéder en son propre nom à toute formalité en vue de l'obtention et de la préservation des droits ainsi cédés. La cession est consentie pour toute la durée de protection par le droit d'auteur et pour le monde entier.

La présente cession, dont le prix est inclus dans le prix forfaitaire du marché est consentie pour la durée légale des droits d'auteur et pour tous pays, et ce en vue d'une exploitation directe ou indirecte par IFPEN, sans limitation d'étendue ni de destination.

Informations préexistantes appartenant au titulaire

En cas d'utilisation d'informations préexistantes appartenant au titulaire pour l'exécution du marché, ce dernier concède à IFPEN une licence non-exclusive, cessible avec droit de sous-licence, de toute information préexistante, notamment brevet et/ou droit d'auteur et/ou autre droit de propriété intellectuelle, permettant à IFPEN de faire tout usage, exploitation commerciale ou industrielle, mettre en œuvre, reproduire par tous moyens, représenter, traduire, adapter, distribuer tout ou partie des informations préexistantes dès lors qu'elles sont nécessaires à l'utilisation et/ou l'exploitation des résultats et/ou livrables du marché.

Le titulaire reste dans tous les cas seul propriétaire de ses informations préexistantes au marché.

Il est entendu que le prix de cette cession est inclus dans le prix du marché.

Informations et propriété intellectuelle de tiers

Le titulaire doit informer par écrit IFPEN de tous les droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers (et notamment les éventuels logiciels libres) qui seraient nécessaires à l'exécution du Marché et à l'utilisation des résultats et/ou livrables issus du Marché. Le titulaire s'engage à obtenir toutes les cessions de droits des tiers (notamment des sous-traitants) qui collaborent à la réalisation du Marché, et s'engage à fournir, à la demande d'IFPEN, la copie de l'ensemble des accords qu'il aura obtenu dans l'objectif décrit ci-dessus.

Le titulaire garantit IFPEN contre toutes contestations et revendications des tiers à ce sujet qui pourraient survenir pendant ou après l'exécution du Marché. Il indemniserà IFPEN de toutes conséquences qu'il a subies à cause de la non-obtention de ces accords qui seraient du fait du Titulaire.

Cette disposition restera en vigueur à l'issue du Marché quelle qu'en soit sa cause.

Les droits et redevances afférents aux droits de propriété intellectuelle nécessaires à l'exécution du Marché et à l'utilisation des résultats et/ou livrables sont inclus dans le prix du Marché.

IFPEN ne pourra pas être tenu à un paiement quelconque envers le personnel du titulaire qui contribuerait à la réalisation des résultats et/ou livrables du Marché y compris des inventions. Le titulaire s'engage à prendre les mesures nécessaires vis-à-vis de son personnel.

Le titulaire s'engage à ne pas reproduire, publier, distribuer, traduire, adapter ou utiliser, de quelque manière que ce soit les résultats et les livrables du Marché.

Le titulaire s'interdit de rédiger quelque article que ce soit relatif à l'objet des présentes sans l'accord préalable écrit d'IFPEN.

Le titulaire déclare et garantit avoir conclu tous les accords nécessaires lui permettant de consentir à la cession des droits visée au présent article avec toute personne physique ou morale impliquée directement ou indirectement dans la réalisation des prestations et l'obtention des résultats (notamment de son personnel et/ou de ses sous-traitants), afin de garantir à IFPEN la pleine jouissance des droits qui lui sont consentis en vertu du présent article.

Le titulaire s'engage à garantir IFPEN contre toutes revendications et tous recours concernant :

- 1) les fournitures, équipements, matériaux, procédés ou moyens utilisés pour l'exécution des prestations émanant, le cas échéant, de titulaires de brevets, licences,
- 2) les droits de propriété intellectuelle de tous intervenants à l'acte de construire.

En cas d'actions dirigées contre IFPEN par les titulaires de tels droits, le titulaire devra intervenir à l'instance et indemniser IFPEN de tous dommages et intérêts prononcés à son encontre ainsi que de ses frais et honoraires supportés.

9.5 Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG, le titulaire déclare souscrire un contrat d'assurance de responsabilité civile en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison de dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non subis, par toute personne, de son fait ou du fait de ses personnels, à l'occasion de l'exécution du marché public. Le contrat d'assurance doit couvrir la durée du marché, auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable. Il déclare également souscrire un contrat d'assurance de responsabilité professionnelle en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue à raison des dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public.

A première demande du maître d'ouvrage, le titulaire produit les attestations d'assurance correspondantes précisant les types, montant et durée de validité des garanties. À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande

9.6 Sous-Traitance

En complément des dispositions des articles R 2193-1 à R 2193-22 du code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe et indirecte sont définies ci-dessous.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire doit faire accepter le sous-traitant et faire agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur et dans les conditions exposées ci-dessous.

Le montant des prestations du sous-traitant doit être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

IFPEN notifie, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Le titulaire du marché s'engage à faire connaître à IFPEN le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent doivent faire accepter leur sous-traitant indirect et faire agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Pour présenter un sous-traitant, direct ou indirect, le titulaire utilise le formulaire DC4 joint au Dossier de Consultation des Entreprises, dûment complété. Il doit adresser à l'appui de sa demande :

- Un DC4 par sous-traitant,
- Un DC2 entièrement complété par chaque sous-traitant,
- Les attestations fiscales et sociales de chaque sous-traitant,
- Une attestation d'assurance couvrant la durée totale prestations
- Une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code.

Il est précisé que pour toute sous-traitance dont le montant est supérieur au seuil indiqué à l'article R2193-10 du code de la commande publique, le sous-traitant est admis au paiement direct sous réserve qu'il soit accepté et ses conditions de paiements agréées par la personne publique.

A défaut de transmission du contrat de sous-traitance, en cas de sous-traitance occultée avérée, le titulaire encourt les pénalités définies au présent CCAP, après une mise en demeure restée infructueuse. L'application d'une pénalité sanctionnant le non-respect de la déclaration de sous-traitance ne prive pas IFPEN de résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire conformément au chapitre 6 du CCAG.

9.7 Transfert d'activité

Le titulaire s'engage à informer IFPEN sans délai, de tout transfert d'activité, (cession de branche commerciale, fusion, absorption, etc.) de nature à affecter l'exécution du présent marché, et notamment les paiements.

Dans ce cas, afin d'assurer la bonne exécution administrative du marché notamment le règlement des factures, et permettre la prise en compte du transfert par IFPEN après acceptation du nouveau titulaire, le titulaire communique dans les plus brefs délais un courrier accompagné des documents suivants au pouvoir adjudicateur :

- Le procès-verbal recelant la décision de l'opération ;
- La publication de l'opération dans un journal d'annonces légales ;
- Le K-bis de la nouvelle société ;
- Un relevé d'identité bancaire (RIB) ou un relevé d'identité postale (RIP) ;
- Les déclarations DC1, DC2, du futur titulaire potentiel et les éléments prévus aux articles R. 2142-3 et 2143-6 à 2143-12 du code de la commande publique
- Une attestation de pouvoir pour engager la société le cas échéant.

Cette liste de pièces n'étant pas exhaustive, IFPEN se réserve la possibilité d'exiger des informations supplémentaires nécessaires à l'étude de faisabilité du transfert d'activité impactant le marché.

En outre, tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile ou de compte à créditer doit être notifié par le titulaire à IFPEN.

9.8 Transmission de documents administratifs

Pendant la durée totale d'exécution du marché, le titulaire du marché devra fournir dans la quinzaine précédant chaque échéance semestrielle du marché, l'ensemble des pièces définies ci-dessous.

L'attestation délivrée par l'administration ou l'organisme compétent prouvant que les obligations sociales et fiscales ont été satisfaites

- Attestation de vigilance ou attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L.243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de six mois
- Attestation de régularité fiscale, datant de moins de 6 mois.

La pièce mentionnée aux articles D.8254-2 à D. 8254-5 du code du travail soit la liste nominative des salariés étrangers employés qui sont soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du code du travail.

10 GESTION DES PERSONNELS DU TITULAIRE

10.1 Equipe dédiée

Les experts que le titulaire mobilise pour la présente mission et les tâches qui sont assignées à chacun d'eux sont maintenus pendant toute la durée du marché.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le personnel affecté aux prestations devra être en nombre suffisant pour mener à bien l'ensemble des prestations prévues au présent marché. En cas d'insuffisance constatée concernant le niveau qualitatif des prestations ou du délai des réalisations, le titulaire augmentera à ses frais, en cours d'exécution du marché, le nombre de personnes affectées à ces prestations, s'il s'avère que celui-ci est en cause.

Dans les domaines cités ci-après, le titulaire est le garant de la bonne prise en compte des réglementations tout au long de l'opération.

Au sein de son équipe, le titulaire doit avoir a minima les compétences en qualité d'experts dans les domaines suivants :

- Expertise études de préprogrammation sur des projets d'ampleur impliquant la délocalisation d'une activité hautement technique (superficie, complexité et technicité des activités du client, nombre important de salariés affectés par ce projet, lieu d'implantation dense ...);
- Expertise urbanistique, architecturale ;
- Expertise environnementale, énergies ;
- Expertise ingénierie du bâtiment ;
- Expertise économie de la construction ;
- Expertise en conduite du changement ;
- Connaissance de la sphère publique et du fonctionnement d'un EPIC
- Connaissance du domaine de Paris Saclay et des acteurs en charge de sa gouvernance.

En cas d'indisponibilité de l'un de ces « experts » ou de changement d'affectation, le titulaire en informe IFPEN dans les meilleurs délais et lui propose un remplaçant dont les qualifications et expériences sont au moins égales à celles de la personne initialement prévue. Il désigne un remplaçant vers lequel il doit assurer le transfert des connaissances dans un souci de continuité du service rendu. Dans la mesure du possible, le remplaçant prend ses fonctions au plus tard le jour où la personne qu'il remplace quitte les siennes. Ainsi, le titulaire s'engage à ce qu'il n'y ait aucune interruption dans l'exécution des prestations.

Tout au long de l'exécution du marché, il appartient au titulaire de mettre en place les effectifs qualifiés et compétents dans les domaines professionnels requis par l'exécution du marché, expérimentés dans leurs spécialités ainsi qu'un chef d'équipe (interlocuteur dédié) capable de diriger et de surveiller le travail. Les personnels mobilisés doivent avoir reçu préalablement la formation réglementaire et professionnelle nécessaire et être en situation régulière vis à vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

A cet égard, il est rappelé que le titulaire est responsable de ses salariés en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit et notamment :

- Des accidents,
- Des dégradations,

Et de tout événement commis pendant l'exécution des prestations ainsi que de tout fait illicite qui pourrait être perpétré par ses employés.

IFPEN se réserve le droit, à tout moment pendant l'exécution du marché, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire affecté aux prestations du marché pour des raisons professionnelles dûment motivées. Les raisons professionnelles entraînant une demande de remplacement peuvent être liées notamment aux manquements aux obligations techniques, obligations de résultat ou aux obligations légales prévues au marché, en raison d'un comportement contraire à la discipline de travail attendu.

En aucun cas, le remplacement du personnel du titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution du marché et notamment du prix ou des délais d'exécution mentionnés au CCTP ou pour lesquels le titulaire s'est engagé.

Le titulaire s'engage à remplacer tout membre de l'équipe chargé de l'exécution du présent marché public qui viendrait à être défaillant, absent dans un délai de 15 jours en dérogation de l'article 3.4.3 du CCAG PI. A ce titre, obligation est faite au titulaire de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres à IFPEN dans le délai susmentionné.

Le remplaçant est considéré comme accepté si l'IFPEN concerné ne le récuse pas, en dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la communication.

Si IFPEN récuse le remplaçant, le titulaire dispose, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI, de 1 semaine pour désigner un autre remplaçant et en informer la maîtrise d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 39 du CCAG-PI, IFPEN pourra résilier le marché public sans indemnisation du titulaire et après mise en demeure restée sans effet en cas de désapprobation de la nouvelle équipe dans sa totalité ou de l'une ou plusieurs personne(s) seulement.

10.2 Interlocuteur dédié

Pour l'exécution du marché, dès la notification du marché et au plus tard au jour de la réunion de lancement prévue à l'article 8.3.1 du présent document, le titulaire désigne un interlocuteur dédié au projet suffisamment qualifié pour le représenter auprès de IFPEN, piloter l'exécution des prestations et disposant d'un degré de responsabilité nécessaire pour mener les contrôles de conformité, assurer l'encadrement de l'équipe d'experts.

A ce titre, cet interlocuteur doit :

- être qualifié et autorisé à prendre toute décision immédiate à la suite des observations, des réclamations émises par IFPEN, à valider les choix envisagés,
- être en mesure d'apporter une réponse ou une action corrective à toute demande formulée par IFPEN dans les domaines couverts par le marché,
- assister aux réunions définies dans le marché ou demandées par IFPEN,
- être facilement joignable en heure ouvrée,
- se tenir informé des réglementations en vigueur et de leurs évolutions notamment celles qui impactent le périmètre du marché,
- vérifier l'exécution et garantir la qualité des prestations,
- faire respecter les délais d'exécution par le personnel.

Le titulaire s'engage à le/les remplacer, en cas de départ de celui-ci, après accord de IFPEN. Dans ces conditions, le remplaçant doit présenter les mêmes garanties et compétences professionnelles pour lesquelles il s'était engagé dans son offre.

10.3 Grève

En cas d'arrêt de travail pour faits de grèves de salariés, il appartient au titulaire du marché, au premier jour de la grève, d'assurer un service minimum.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter même partiellement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, IFPEN y pourvoit par tous les moyens jugés utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer elle-même ou par un tiers le service.

Les sommes dues à ce titre sont recouvrées par IFPEN par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant peut être retenu sur les factures restant dues.

Le titulaire et ses sous-traitants sont seuls investis du pouvoir de négociation que reconnaît aux dirigeants d'entreprises le code du travail dans les articles qui régissent l'exercice du droit de grève.

La grève du personnel du titulaire et de ses sous-traitants ne saurait constituer, en aucune façon, un cas de force majeure ou d'imprévision permettant l'indemnisation du titulaire par IFPEN ou le non-respect des délais d'exécution.

Les représentants IFPEN sont tenus informés immédiatement de tout conflit social dans le périmètre du marché et des solutions mises en œuvre pour son règlement rapide

10.4 Accès aux locaux

Si besoin, les personnels du titulaire ont accès au site de Rueil-Malmaison sous réserve du respect des consignes de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

IFPEN dote le titulaire de badges en quantité suffisante permettant l'accès aux locaux concernés par les prestations. En tout état de cause, les visites de l'équipe du titulaire sur le site de Rueil Malmaison s'effectueront obligatoirement avec un représentant d'IFPEN.

11 CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHE

11.1 Forme de prix et contenu des prix

Le marché est passé à prix global, forfaitaire, ferme et actualisable.

La présente offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la date limite de remise des offres (mois m0).

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération de la part d'un tiers dans le cadre de l'opération objet de ce marché.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

En effet, les prix du marché couvrent toutes les dépenses nécessitées par l'exécution des prestations. Notamment ils comprennent tous les services, contrôles, abonnements et produits nécessaires à la bonne exécution des prestations, toutes les dépenses de main d'œuvre, tous les frais généraux, les frais d'assurance, les bénéfices, les charges sociales ou fiscales et taxes diverses, de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

Sont également couverts par la DPGF les frais afférents à la concession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature détaillés au présent document. La mise à disposition du personnel d'exécution et d'encadrement y compris le recours à la sous-traitance, ou le/les remplacement(s), la réalisation des études, les frais de conception, de rédaction, d'adaptation/de correction des livrables attendus, de représentation/participation en réunion, de conseil auprès de la personne publique, sont inclus dans le prix forfaitaire renseigné dans la DPGF. Les frais de contrôle et de coordination des sous-traitants, des cotraitants sont également inclus dans le prix du marché.

En outre, les frais de déplacements, de restauration et éventuellement d'hébergement, rendus nécessaires pendant le déroulement de la prestation, sur le site de Rueil-Malmaison ou sur le site de Saclay, sont compris indistinctement dans le prix du marché.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause. Le titulaire reconnaît avoir vérifié les données techniques et les éléments quantitatifs du marché. Il ne peut, en cours d'exécution du marché, se prévaloir d'omissions ou d'imprécisions des documents contractuels fournis pour se dégager du caractère forfaitaire des prix du marché et solliciter une rémunération supplémentaire.

11.2 Modalités de d'actualisation des prix

Le présent marché est passé à prix ferme actualisable.

Conformément à l'article R2112-9 du code de la commande publique, les prix du marché (tranche ferme, tranches optionnelles) sont fermes pendant toute la durée d'exécution. Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois « m0 » soit le mois de la date limite de remise des offres.

Toutefois en application articles R2112-10 et R2112-11 du code de la commande publique, les prix sont actualisables afin de mettre à jour le prix d'un marché, en cas de retard pris entre la date de fixation du prix (date de remise des offres) et la date de commencement des prestations (date de notification du premier ordre de service). L'actualisation ne peut donc être effectuée qu'une seule fois.

Si un délai supérieur à trois (3) mois s'est écoulé entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre (date de remise des offres) et la date de début d'exécution des prestations fixée dans les conditions du paragraphe précédent, les prix du marché sont actualisés dans les conditions suivantes.

Indice utilisé : ING Index divers de la construction - Ingénierie - Base 2010 – identifiant 001711010 – (pondération 100%).

Source : le site internet de l'INSEE

Formule de calcul :

$$P = P_0 \times \frac{ING_{(m-3)}}{ING_0}$$

P = Prix de règlement actualisable

P₀ = Prix établi à la date de remise des offres

ING₀ est l'index de référence, même provisoire, défini au mois m₀ soit au mois de la date de remise des offres.

ING_{m-3} est l'index de référence même provisoire établi de la date de début d'exécution des prestations, moins trois (3) mois.

Le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant

11.3 Modalités de règlement des prestations

Les modalités de règlement des acomptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI et obéissent aux règles mentionnées ci-après.

Pour le paiement des sous-traitants, il est fait application de l'article L.2193-10 du Code de la commande publique.

Le règlement des prestations intervient sur présentation d'une demande d'acompte (dite demande de paiement).

A. Paiement de la tranche ferme

Les acomptes et le solde du marché seront versés au titulaire en fonction de l'état d'avancement des études relevant de la tranche ferme au regard des dispositions de l'article 11 du CCAG PI. Dans la mesure où les prestations effectuées peuvent donner lieu à paiement (remise d'un livrable), le titulaire s'efforce de transmettre ses demandes d'acompte au début de chaque mois et s'efforce de respecter un délai d'un mois au minimum entre deux acomptes successifs.

La demande de versement d'acompte se fera par l'établissement d'un état récapitulatif pour la mission considérée, de l'ensemble des prestations effectuées par le titulaire du marché depuis le démarrage du marché et selon l'avancement de la mission (fourniture des livrables), par référence aux éléments constitutifs de la mission et à la somme à laquelle il prétend. Les prestations incluses dans les éléments constitutifs de la mission ne peuvent faire l'objet d'un règlement complet qu'après achèvement total de chaque élément et réception validée par IFPEN.

Le titulaire pourra donc demander des acomptes pour chaque partie technique de son offre

Le paiement de chaque (sous) partie technique du marché mentionné ci-dessus est conditionné à la réception effective par IFPEN du/des livrables attendu(s) en version définitive et complète et à leur admission sans réserve ou après réfaction.

En cas de pénalités appliquées en vertu de l'article 14 du CCAP, le titulaire s'oblige à les déduire de l'acompte.

B. Paiement de la tranche optionnelle n° 1

Sous réserve d'une décision d'affermissement d'une telle tranche, les modalités de présentation de l'acompte et de son paiement réel par IFPEN obéissent aux mêmes conditions que celles exposées précédemment pour la tranche ferme.

C. Paiement de la tranche optionnelle n° 2

Sous réserve que l'IFPEN ait levé cette option, le titulaire a droit au paiement à hauteur de 100% du montant de la prestation valorisée dans la DPGF après réception et validation du livrable attendu par le pouvoir adjudicateur à cette étape.

11.4 Modalités de facturation

Les factures afférentes au paiement sont établies en portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture,
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- la référence d'inscription au registre du commerce et des sociétés,
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET de l'émetteur de la facture (voir nota de l'article 3.2 du CCAP),
- l'intitulé et le numéro du marché,
- la date d'exécution des prestations,
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées pour la période concernée, le total précédent et le cumul,
- le prix unitaire HT des prestations réalisées,
- le montant total HT, le montant de la TVA et son taux applicable au moment des prestations,
- Pour la demande de paiement du solde : un récapitulatif mentionnant les éventuels acomptes perçus ainsi que la somme à percevoir.

L'absence de numéro de marché sur la facture peut entraîner son rejet immédiat.

Le titulaire doit avertir sans délai IFPEN de toute modification concernant sa domiciliation bancaire et produire à cet effet toute justification utile.

En vertu de l'article L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, le titulaire est soumis à l'obligation de déposer et de transmettre ses factures sous format dématérialisé sur le portail Chorus Pro (<https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr>)

IFPEN informe le titulaire que :

- Le numéro de Siret d'IFPEN à utiliser en tant qu'identifiant sur Chorus Pro est : 775 729 155 00017,
- Le code Service à utiliser est : facture _commande (en toute lettres et il convient d'utiliser le tiret du 8 pour le code service, entre facture et commande sans espace)
- Le numéro d'engagement à utiliser est : n° de commande (voir nota de l'article 3.2 du CCAP),

Conformément à l'article R2192-15 2°, la date de réception de la facture est la date de notification à IFPEN du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture.

Si IFPEN conteste tout ou partie d'une facture, celle-ci est retournée au titulaire avec à l'appui les raisons écrites du rejet. Le titulaire peut alors :

- ❖ soit redéposer sur Chorus Pro, la facture rectifiée à la satisfaction d'IFPEN,
- ❖ soit redéposer sur Chorus Pro, une facture correspondant à la partie non contestée, la facture pour la partie contestée étant déposée sur ledit portail, le cas échéant, après règlement du différend

11.5 Délai global de règlement

Le paiement des factures s'effectue par virement bancaire sur le numéro de compte indiqué dans l'Acte d'Engagement à **30 jours**, à réception de la facture par IFPEN sous réserve de factures correspondantes conformes indiquant les éléments mentionnés au paragraphe précédent conformément à l'article R 2192-11 du code de la commande publique.

En cas de retard de paiement, et sans contestation ou opposition de la part d'IFPEN de la facture concernée, le titulaire a droit à :

- des intérêts moratoires égaux au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de

l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage; les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement de la facture considérée jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse ; les intérêts moratoires sont calculés sur le montant T.T.C.

- au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement visés à l'alinéa ci-dessus sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

11.6 Avance

Une avance est accordée au titulaire (sauf en cas de refus par celui-ci précisé dans l'acte d'engagement). Elle n'est due que sur la base du montant du marché, diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu au paiement direct.

En application des dispositions de l'article R2191-7 code de la commande publique, le montant de l'avance est fixé à 20% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé, à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché.

11.7 Nantissement

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues aux articles R. 2191-46 à R. 2191-62 du code de la commande publique.

11.8 Retenue de garantie

Le titulaire est dispensé du versement de la retenue de garantie.

12 VERIFICATION – ADMISSION

Dès que les documents définitifs sont présentés, le maitre d'ouvrage en examine la forme, le contenu et la qualité au regard des exigences et stipulations du marché (par dérogation aux articles 28 et 29 du CCAG).

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, le délai estimé d'instruction et de validation du maitre d'ouvrage est prescrit à l'article 2.2.4 du CCTP.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG PI, les opérations de vérifications se déroulent hors présence du titulaire.

Si le maitre d'ouvrage ne notifie pas sa décision dans le délai d'instruction mentionné au CCTP, les prestations ou les livrables sont considérés comme rejetés à l'exception du compte rendu.

Dans le cas d'une phase comportant des prestations distinctes à exécuter, chaque prestation fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

Le point de départ du délai est la date de remise du livrable par le titulaire, ou de livraison des prestations au maitre d'ouvrage.

A l'issue des opérations de vérification, le maître d'ouvrage prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions suivantes :

➤ **Admission**

Le maître d'ouvrage prononce l'admission des prestations/livrables si celles-ci/ceux-ci répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification de la décision au titulaire.

Lorsque le maître d'ouvrage prend une décision d'admission, il verse au titulaire le montant total de la somme due correspondant à la prestation et demandée par acompte du titulaire.

➤ **Ajournement**

Lorsque le maître d'ouvrage estime que des prestations/livrables ne peuvent être reçus que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations/livrables par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au maître d'ouvrage, les prestations mises au point/les mises à jour, corrections des livrables, dans un délai fixé librement par IFPEN.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de trois jours calendaires à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le maître d'ouvrage a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction du prix à hauteur des imperfections constatées ou de les rejeter, dans les conditions fixées ci-dessous, dans un délai de sept jours calendaires courant à partir de la notification du refus du titulaire ou à partir de l'expiration du délai de trois jours calendaires ci-dessus mentionné (en cas de silence gardé par le titulaire). En cas d'ajournement, le titulaire ne peut élever aucune réclamation tendant à l'obtention d'un complément d'honoraires.

Le silence du maître d'ouvrage gardé au-delà de ce délai de sept jours calendaires vaut décision de rejet des prestations/livrables.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après acceptation de la décision d'ajournement des prestations, le maître d'ouvrage dispose à nouveau de la totalité du délai prévu à l'article 2.2.4 du CCTP pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

➤ **Admission avec réfaction**

Lorsque le maître d'ouvrage estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce l'admission avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG PI, la réfaction peut être prononcée sans que le titulaire n'ait été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire du marché a gardé le silence ou refusé la réfaction suite à la notification de la décision du maître d'ouvrage, celui-ci prononce le rejet desdites prestations.

➤ **Décision de rejet**

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

Le maître d'ouvrage adresse au titulaire un courriel lui faisant part de ses griefs et de sa décision de rejet. Ce courriel indique au titulaire le délai qui lui est laissé pour faire part de ses observations concernant la

décision de la maîtrise d'ouvrage. Le titulaire est tenu de notifier au maître ouvrage ses observations en réponse par courriel dans le délai indiqué dans le courriel

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans le délai indiqué dans le message électronique du maître d'ouvrage, il est réputé avoir acceptée la décision de rejet. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le maître d'ouvrage dispose ensuite de 10 jours calendaires pour lui notifier une nouvelle décision soit de renonciation au rejet de la prestation soit de résiliation du marché aux torts du titulaire.

Lorsque le maître d'ouvrage prend une décision de rejet, le titulaire recommence sa prestation dans le délai fixé par le maître d'ouvrage dans sa décision.

En cas d'ajournement, de rejet d'une prestation ou de non remise d'un livrable/prestation dans le délai contractualisé (planning), le titulaire encourt des pénalités de retard prévues à l'article 14 du CCAP.

13 MODIFICATIONS

13.1 Modifications du marché public – Clause de réexamen

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de modifier le présent marché dans les conditions exposées au présent article.

Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet soit d'un avenant ou soit d'un acte écrit au présent marché.

Une telle procédure peut s'appliquer lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer, sauf indication contraire ci-après, quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

Si l'application de la clause de réexamen entraîne une augmentation ou une minoration du volume financier du marché à +5%/-5%, le montant du contrat est modifié en conséquence. En cas de minoration du montant du contrat, le titulaire n'a pas droit à être indemnisé, notamment du manque à gagner

Quelle que soit la nature de la modification envisagée et décrite au présent article, IFPEN peut décider de sa prise en compte par décision unilatérale.

La clause de modification peut être utilisée dans les cas suivants :

- ✓ Interruption et/ou suppression de prestations prévues dans la DPGF ou dans le CCTP/CCAP de manière temporaire ou définitive en cas de réorganisation de la prestation décidée par le maître d'ouvrage. Les prestations interrompues définitivement ne donneront lieu à aucun paiement
- ✓ Intégration de nouvelles missions ou modifications techniques des prestations, de leur périmètre dans le respect des compétences et des qualifications professionnelles de la société titulaire. En toute hypothèse, le montant global induit par de telles modifications est plafonné à 30% du montant global forfaitaire du marché. De telles modifications peuvent impliquer l'ajout ou la substitution de prestations (études, diagnostics, ...)
- ✓ Modulation de la composition de l'équipe du titulaire par l'ajout même temporaire de profil(s) spécifique(s)

ATTENTION : la modification des ressources humaines telle qu'envisagée au titre de la clause de réexamen est sans rapport avec le fait pour le pouvoir adjudicateur d'exiger une révision

de la composition d'équipe en cas de manquement aux obligations du titulaire en matière de ressources humaines ou à une récusation du personnel sur décision motivée d'IFPEN

- ✓ Commande de la solution graphique/implantation en esquisse sur les parcelles sélectionnées en concertation avec la maîtrise d'œuvre urbaine de l'EPAPS des quartiers concernés et les services de la mairie concernée (Cf. article 2.3.3 – option 2). Le niveau d'implication du titulaire pour cette mission est déterminé en partie au regard du service d'accompagnement susceptible d'être proposé par les autorités gestionnaires de Paris-Saclay et, le cas échéant, du propriétaire privé du foncier. Pour une telle mission, les modalités collaboratives entre IFPEN, le titulaire et les gestionnaires tiers de Paris Saclay et l'étendue de la mission propre du titulaire, le délai associé seront convenus entre les Parties au moyen d'un écrit. Au regard de ce cadrage opérationnel, le titulaire transmet à l'acceptation d'IFPEN un devis, constitutif d'un complément de rémunération pour remplir cette mission. En tout état de cause, IFPEN fera connaître au titulaire son intention de faire valoir cette mission **dans un délai de cinq mois à compter de la notification du marché**. Dans l'hypothèse où IFPEN ferait part tardivement de son souhait de rajouter cette mission, celle-ci s'exécuterait au-delà du délai global de la mission spécifié à l'article 1.6 du CCTP.
- ✓ Modification du calendrier de réalisation des projets ou des délais d'exécution des prestations prévues dans le marché avec ou sans impact financier.

13.2 Modalités de mise en œuvre du réexamen

La mise en œuvre de cette clause de réexamen peut être initiée à l'initiative d'IFPEN ou sur demande justifiée, suffisamment circonstanciée, du titulaire du marché et selon les cas à l'aide d'éléments probants qui seront soumis à l'instruction d'IFPEN.

La procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations telle que prévues initialement dans le contrat.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

Toute proposition de modification, initiée par le titulaire ou instruite par le titulaire à la demande d'IFPEN, doit être présentée à l'appui d'un dossier comportant les éléments suivants :

- Une notice explicative donnant les motifs qui conduisent à cette proposition avec rappel de l'origine de la demande
- Une proposition financière incluant les éventuelles études, la plus-value ou la moins-value engendrée sur le montant global du marché
- La solution technique, organisationnelle envisagée, les écarts avec les pièces contractuelles du marché
- Les impacts calendaires sur le marché par rapport au délai global d'exécution et le calendrier de réalisation des prestations incluses au marché

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours minimum pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut. De même, le silence gardé par IFPEN à l'issue du délai vaut rejet de la proposition.

Dans tous les cas de figure ci-dessus, toute modification du marché fera nécessairement l'objet d'un acte écrit avant de pouvoir être appliquée.

13.3 Modalités financières consécutives à la clause de réexamen

Si une modification du marché s'avérait nécessaire en application de la clause de réexamen, son incidence financière se calculera en prenant pour référence les prix issus de la DPGF ou les prix journaliers par catégorie de personnel tels que retranscrits dans la DPGF.

A défaut, lorsque le marché n'a pas prévu de prix spécifiquement adaptés à ces prestations supplémentaires ou modificatives, des nouveaux prix sont retenus entre les parties pour les prestations nouvellement admises.

Ces prix provisoires sont fixés par le maître d'ouvrage après consultation du titulaire et ils sont utilisés pour le règlement des acomptes jusqu'à la fixation du prix définitif. Par dérogation à l'article 23.3 du CCAG PI, le titulaire est réputé avoir accepté ces prix provisoires s'il n'a pas présenté d'observation, à l'appui de justificatifs probants ou contre-proposé de nouveaux prix, dans un délai de 10 jours à compter de la réception de l'acte écrit mentionnant lesdits prix.

En cas de désaccord, IFPEN règle provisoirement les sommes qu'il a admises.

13.4 Modifications du marché public applicables de plein droit

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, les modifications suivantes ne donnent pas lieu à établissement d'un avenant.

Les changements de réglementation qui s'imposent à IFPEN et au titulaire sont applicables de plein droit sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant. Dans ce cas, la nouvelle modification sera annexée au présent CCAP et aura la même valeur que le document auquel il est annexé.

De même, les modifications n'emportant pas changement de la situation juridique de l'entreprise sont prises en compte par le pouvoir adjudicateur sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, dès réception de l'information du changement par IFPEN. Il s'agit des modifications suivantes :

- Modification du siège social,
- Modification du compte bancaire,
- Désignation d'un nouveau dirigeant non consécutive à changement de contrôle de la société,
- Changement de raison sociale ou changement de la structure de l'entreprise n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale.
- Les changements d'indice d'actualisation des prix,
- L'évolution de la fiscalité.

13.5 Clause de réexamen relative à la mise en œuvre des mesures liées aux conséquences d'une pandémie

La présente clause a pour objet le réexamen des conditions financières et techniques du marché qui seraient impactées par des mesures nécessaires/réglementaires liées à une pandémie et à la sécurisation sanitaire. Cette clause peut être mise en œuvre autant de fois que nécessaire, c'est-à-dire chaque fois que l'évolution plus ou moins contraignante des mesures sanitaires l'exige, soit à l'initiative de l'acheteur soit à celle du titulaire. La demande est notifiée à l'autre partie contractante par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie dématérialisée via courriel électronique assorti d'un accusé réception.

A l'issue des éventuelles négociations et en cas d'acceptation par IFPEN, le titulaire est alors destinataire d'une décision unilatérale d'IFPEN fixant les nouvelles conditions économiques du marché, assortie le cas échéant d'une DPGF mise à jour.

14 PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, les pénalités décrites ci-dessous peuvent être cumulatives et sont exigibles dès le premier Euro.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent CCAP ont uniquement un caractère moratoire et s'entendent hors taxe. Le titulaire reste donc intégralement redevable de la prestation et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/PI, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché éventuellement actualisé ou augmenté par voie d'avenant ou de décision unilatérale.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/PI, les pénalités peuvent être appliquées de plein droit ou sont précédées d'une mise en demeure selon les cas par le maître d'ouvrage dans les conditions ci-après définies.

L'application des pénalités est sans préjudice de la faculté du maître d'ouvrage de notifier la résiliation totale ou partielle du marché public dans les conditions prévues au présent CCAP. En cas de retard ou de dysfonctionnement répété, de défaillances dans la prestation, le titulaire encourt la résiliation du marché à ses torts et à ses frais dans les conditions du présent CCAP. Dans cette hypothèse, l'intégralité des pénalités versées ou dues par le titulaire reste définitivement acquise au maître d'ouvrage.

Le titulaire du marché s'oblige à déduire de ses factures le montant des pénalités qui lui ont été notifiées. Dans le cas contraire, le maître d'ouvrage retient le montant des pénalités par réfaction sur facture voire par émission d'un titre exécutoire notifié au titulaire.

L'application des pénalités ne dispense pas le titulaire d'effectuer à ses frais les modifications ou mises à jour attendues et prévues.

Les pénalités sont calculées de la manière suivante :

14.1 Le non-respect des exigences qualitatives attendues dans le cadre de la rédaction des documents

Dans l'hypothèse où l'IFPEN relève un défaut de qualité du livrable (non-respect des consignes, réponse partiellement satisfaisante, livrable incomplet, grand nombre de corrections non prise en compte de la demande de reprise du document...) le titulaire est susceptible d'encourir une pénalité forfaitaire de 80€ par manquement constaté et par document transmis.

Une telle pénalité est précédée d'une première mise en demeure restée sans effet.

14.2 Absence ou retard dans de remise des livrables et autres documents contractuels prévus

La non remise ou la remise retardée des livrables peut entraîner pour le titulaire sans mise en demeure une pénalité forfaitaire calculée comme suit (pour chaque document non remis ou remis en retard) :

- 90 € par document manquant et par jour de retard (au regard du planning du titulaire) pendant 5 jours de retard consécutifs.
- 120 € par document manquant et par jour de retard au-delà de 5 jours de retard consécutifs

Outre le retard constaté dans la remise d'un document par rapport au planning du titulaire, cette pénalité de retard peut être infligée au titulaire en cas de décision de rejet motivé du livrable ou d'ajournement (Cf article 12 CCAP).

Les pénalités précitées commencent à courir au lendemain de la décision de rejet/ajournement ou au lendemain du jour où le retard/l'absence de remise du document a été constaté.

14.3 Absence des moyens humains du titulaire

L'absence du représentant du titulaire et/ou de l'un des membres de son équipe aux réunions programmées ou à tout rendez-vous de travail implique une pénalité de 100 € par personne et par jour d'absence. Est également considéré comme absent le titulaire représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au fait du marché. Cette pénalité peut également être retenue en cas de non-remplacement des personnes physiques dans les conditions exposées au présent CCAP.

Si elle est appliquée, cette pénalité n'est précédée d'aucune mise en demeure.

14.4 Défaut d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement

En présence d'une sous-traitance occulte soit l'intervention d'un opérateur économique agissant en qualité de sous-traitant sans avoir été préalablement accepté par IFPEN et sans l'agrément de ses conditions de paiement, le titulaire est passible d'une pénalité équivalente à 100€/jour de retard de régularisation.

Une telle pénalité ne saurait excéder le montant des amendes encourues à la lecture des articles L.8224-1, L.8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

Une telle pénalité est exigible après une mise en demeure restée infructueuse et elle ne prive pas le maître d'ouvrage de sa capacité de résilier le marché en cas de réitération des faits.

15 RESILIATION

15.1 Arrêt avant achèvement de la prestation

En application de l'article 22 du CCAG PI, IFPEN se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions objet du contrat, à l'issue de chaque élément ou mission du prestataire/ chaque partie technique, sous parties technique définie au CCTP/CCAP. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché sans indemnités par simple décision d'IFPEN.

15.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Les parties se réfèrent à l'article 40.

15.3 Résiliation pour faute

Outre les cas de résiliation évoqués à l'article 39.1 du CCAG PI, sont passibles d'entraîner une résiliation aux torts exclusifs du titulaire les motifs suivants :

- ❖ L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-14 du code de la commande publique ou le refus de produire les pièces prévues à l'article R2143-6 du même code
- ❖ La non-justification d'une assurance de responsabilité civile professionnelle
- ❖ Le non-respect des obligations du titulaire, en dépit d'au moins deux mises en demeure

- ❖ L'indisponibilité ou la récusation d'acteurs intervenue dans les conditions des articles 2.1 et 10.1 du CCAP
- ❖ Lorsque le cumul des pénalités, sur les six (6) premiers mois, représentent un montant supérieur de 40% du montant des prestations réalisées
- ❖ Refus du paiement des pénalités prévues au présent CCAP
- ❖ En cas de non-production de l'acceptation d'une sous-traitance (après quatre mises en demeure)

En cas de non-déclaration par le titulaire de sa mise en redressement judiciaire dans le délai conformément à l'article L.2195-4 La résiliation du marché public pour faute du titulaire n'ouvre aucun droit à indemnité du CCP, (après une mise en demeure)

15.4 Résiliation partielle

En cas de groupement, lorsque le mandataire solidaire est défaillant dans ses fonctions de coordination du groupement ou dans l'exécution des études qui lui incombent, les stipulations suivantes s'appliquent en complément de celles de l'article 3.5 du CCAG PI.

Le maître d'ouvrage peut laisser la possibilité aux autres membres de groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un nouveau mandataire solidaire parmi eux. Faute d'accord entre les membres du groupement, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité soit :

- de prononcer la résiliation pour faute de la totalité du marché,
- de résilier partiellement le marché sur la seule partie de la mission qui relevait du mandataire défaillant et de passer un marché de substitution.

La résiliation du marché public pour faute du titulaire n'ouvre aucun droit à indemnité.

15.5 Exécution aux frais et risques

En complément de l'article 27 du CCAG PI, le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché aux frais et risques du titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier de prestations qui en peuvent suffire d'aucun retard, soit en cas de résiliation fautive du marché aux seuls torts du titulaire.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part directement ou indirectement à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Cependant, il doit fournir toutes les informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre du marché résilié et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution par le tiers désigné par IFPEN.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas

15.6 Conséquences de la résiliation

La rémunération du titulaire consécutive aux éléments de missions réellement exécutés à la date de résiliation est liquidée dans les conditions du présent CCAP.

Dans le cas où la résiliation intervient au cours de l'exécution d'une (sous) phase technique ou après achèvement de celle-ci, les Parties déterminent d'un commun accord le pourcentage d'avancement de ladite phase.

Après résiliation du marché, le maître d'ouvrage peut exiger du titulaire la remise de l'ensemble des prestations ayant fait l'objet d'un commencement d'exécution ou achevées ainsi que la restitution de l'ensemble des documents ou pièces fournis par ses soins durant l'exécution du marché.

16 LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG- PI

Nature de la dérogation	Articles CCAP	Articles CCAG PI
Titulaire – intervenants	2.2	3.4.3
Emission des bons de commande	3.2	3.7
Ordre de priorité des pièces contractuelles	5	4.1
Prolongation des délais d'exécution	8.2	15.3
Utilisation des résultats	9.8	35
Equipe dédiée	10.1	3.4.3 39
Vérification – admission	12	28 et 29 28.2 28.5 29.3
Modalités financières consécutives à la clause de réexamen	13.3	23.3
Pénalités	14	14 14.1.1 14.1.2 14.1.3